

Art. 4. Notre Ministre de la Culture néerlandaise est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 juin 1972.

BAUDOÛIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Culture néerlandaise,

F. VAN MECHELEN

Art. 4. Onze Minister van Nederlandse Cultuur is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 juni 1972.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Nederlandse Cultuur,

28 JUNI 1972. — Arrêté ministériel portant règlement d'ordre intérieur de la commission d'examen de langue néerlandaise, relatif à l'organisation des examens linguistiques pour le personnel directeur, enseignant et administratif

Le Ministre de l'Education nationale,

Le Ministre de la Culture néerlandaise,

Vu la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement, notamment l'article 15;

Vu l'arrêté royal du 25 novembre 1970 relatif à l'organisation des examens linguistiques;

Vu l'arrêté ministériel du 21 septembre 1971 relatif à l'organisation des examens linguistiques et dispenses, modifié par l'arrêté ministériel du 6 décembre 1971;

Vu l'arrêté ministériel du 16 décembre 1971 relatif à la nomination des membres de la commission d'examen de langue néerlandaise, compétente en matière de l'appréciation de la capacité linguistique du personnel des établissements d'enseignement;

Vu l'avis du Comité de consultation syndicale en date du 20 avril 1972;

Vu la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat, notamment l'article 2, alinéa 2;

Vu l'urgence,

Arrêtent :

CHAPITRE Ier

Fonctionnement général de la commission d'examen et incompatibilités

Article 1er. Les diverses activités des sections de la commission d'examen sont réparties entre les membres par les présidents respectifs. Ceux-ci veillent à la régularité des opérations, prennent toutes dispositions utiles à l'organisation des épreuves et dirigent les délibérations.

Art. 2. Le secrétariat de la commission est assuré par le secrétaire, qui est également responsable des secrétariats des sections de l'enseignement secondaire supérieur et de l'enseignement supérieur du 1er degré.

Le premier secrétaire suppléant est responsable des secrétariats des sections de l'enseignement secondaire inférieur et de l'enseignement supérieur du 3me degré.

Le deuxième secrétaire suppléant est responsable des secrétariats des sections de l'enseignement primaire et de l'enseignement supérieur du 2me degré.

Art. 3. Le secrétaire dresse les procès-verbaux et tient toutes autres écritures relatives aux activités générales de la commission d'examen. Pour les diverses sections, cette tâche est assurée par les secrétaires responsables, conformément à la répartition prévue à l'art. 2.

Art. 4. La commission d'examen de langue néerlandaise se compose de six sections, créées pour chaque niveau d'enseignement :

1. niveau primaire;
2. niveau secondaire inférieur;
3. niveau secondaire supérieur;
4. niveau enseignement supérieur du 1er degré;
5. niveau enseignement supérieur du 2me degré;
6. niveau enseignement supérieur du 3me degré.

Art. 5. Les présidents convoquent les membres et les récipiendaires et fixent la date des séances.

Le secrétariat est responsable de l'exécution de la décision. Il prend toutes les dispositions nécessaires à la bonne marche des travaux. Chaque membre effectif veille lui-même à son remplacement éventuel, sans omettre d'en avvertir le secrétaire.

28 JUNI 1972. — Ministerieel besluit houdende het huishoudelijk reglement van de Nederlandstalige examencommissie betreffende de organisatie van taalexamens bij het bestuurs-, onderwijzend en administratief personeel

De Minister van Nationale Opvoeding,

De Minister van Nederlandse Cultuur,

Gelet op de wet van 30 juli 1963 houdende taalregeling in het onderwijs, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 november 1970 betreffende de organisatie van de taalexamens;

Gelet op het ministerieel besluit van 21 september 1971 betreffende de organisatie van de taalexamens en de vrijstellingen, gewijzigd bij ministerieel besluit van 6 december 1971;

Gelet op het ministerieel besluit van 16 december 1971 betreffende de benoeming van de leden van de Nederlandstalige examencommissie bevoegd inzake de beoordeling van de taalkennis van het personeel der onderwijsinrichtingen;

Gelet op het advies van de Syndicale Raad van Advies van 20 april 1972;

Gelet op de wet van 23 december 1946 houdende oprichting van een Raad van State, inzonderheid op artikel 2, lid 2;

Gelet op de dringende noodzaak,

Besluiten :

HOOFDSTUK I

Algemene werking van de examencommissie en onverenigbaarheden

Artikel 1. De verschillende verrichtingen van de afdelingen van de examencommissie worden door de respectieve voorzitters onder de leden verdeeld. De voorzitters zorgen voor het regelmatig verloop van de verrichtingen, treffen alle nuttige maatregelen voor de organisatie van de examens en leiden de beraadslagingen.

Art. 2. Het secretariaat van de commissie wordt waargenomen door de secretaris, die tevens verantwoordelijk is voor de secretariaten van de afdelingen H.S.O. en H.O. 1e graad.

De eerste plaatsvervangende secretaris is verantwoordelijk voor de secretariaten van de afdelingen L.S.O. en H.O. 3e graad.

De tweede plaatsvervangende secretaris is verantwoordelijk voor de secretariaten van de afdelingen L.O. en H.O. 2e graad.

Art. 3. De secretaris maakt de processen-verbaal op en houdt alle andere geschriften bij die betrekking hebben op de algemene verrichtingen van de examencommissie. Per afdeling geschiedt zulks door de verantwoordelijke secretarissen overeenkomstig de indeling van artikel 2 hierboven.

Art. 4. De Nederlandstalige examencommissie bestaat uit zes afdelingen, opgericht voor elk onderwijsniveau :

1. niveau lager onderwijs;
2. niveau lager secundair onderwijs;
3. niveau hoger secundair onderwijs;
4. niveau hoger onderwijs 1e graad;
5. niveau hoger onderwijs 2e graad;
6. niveau hoger onderwijs 3e graad.

Art. 5. De voorzitters roepen de leden en de kandidaten op en stellen de datum van de zitting vast.

Het secretariaat voert de beslissing uit. Het neemt de nodige maatregelen voor de goede gang van zaken. Een werkend lid zorgt zelf voor zijn vervanging maar verwittigt ook het secretariaat.

Art. 6. La commission et ses sections ne peuvent délibérer valablement qu'à condition :

- 1° que le président (ou son suppléant) soit présent;
- 2° que la majorité des membres soient présents;
- 3° que les membres qui appartiennent aux établissements d'enseignement officiel et ceux qui appartiennent aux établissements d'enseignement libre soient présents en nombre égal.

Art. 7. La commission et ses sections délibèrent à huis clos.

Elles délibèrent sur l'ensemble des épreuves subies par chacun des récipiendaires.

Elles peuvent délibérer sur toute question soumise par le président ou par un membre.

Art. 8. Les décisions sont prises à la majorité des membres présents.

En cas de parité, la voix du président est prépondérante.

Art. 9. Aucun membre de la commission ne peut interroger, apprécier les épreuves ou délibérer lorsque le récipiendaire est un conjoint, un parent ou allié jusqu'au quatrième degré inclusivement.

Art. 10. Si le président se trouve dans un des cas visés à l'art. 26, il est remplacé par son suppléant. Si celui-ci ne peut siéger, un autre président doit être désigné.

Art. 11. Les épreuves ont lieu dans l'ordre suivant :

- a) épreuve écrite;
- b) épreuves orales : épreuve de conversation; épreuve didactique (devant la classe).

CHAPITRE II

Activités spécifiques de la commission d'examen

Art. 12. Les thèmes de l'épreuve écrite et de l'épreuve de conversation sont choisis pour chaque section.

Leur liste est reproduite au nombre d'exemplaires voulu, par les soins du secrétaire de la commission et au moins deux jours avant la séance.

Ces exemplaires seront conservés sous pli scellé. Le titre du texte à écouter est retiré de la liste le jour de l'examen.

Art. 13. La durée de chacune des épreuves écrites ou orales et le maximum des points à attribuer sont déterminés conformément aux critères établis aux articles 8, 9 et 10 de l'arrêté ministériel du 21 septembre 1971.

Art. 14. A l'issue de chaque séance et en attendant l'appréciation, les copies des candidats sont conservées sous pli scellé par le secrétaire de la commission.

Art. 15. Avant de remettre les copies aux membres de la commission chargés de l'appréciation, le secrétaire s'assure qu'elles sont parfaitement en règle, notamment quant à leur anonymat.

Art. 16. Les récipiendaires qui n'ont pas eu le temps d'achever leur travail au net, peuvent renvoyer à leur brouillon. Les examinateurs ne peuvent tenir compte de ce dernier que pour le texte non transcrit.

Art. 17. Ont réussi un des examens précités les récipiendaires qui ont obtenu au moins 50 p.c. des points pour chaque épreuve partielle, au moins 50 p.c. des points pour l'appréciation de la correction de leur langage et au moins 60 p.c. des points pour l'ensemble de l'examen. La correction du langage fait l'objet d'une cote distincte, portant sur l'ensemble des épreuves. Les récipiendaires qui ont échoué peuvent bénéficier d'une délibération. Ils peuvent se représenter à une session suivante.

Art. 18. Le sujet de la leçon, imposé par la commission d'examen, est communiqué aux récipiendaires au moins 48 heures avant l'épreuve.

Pour chaque section, les cotes portant sur l'épreuve didactique sont établis par demi-jour,

Art. 6. De commissie of afdelingen kunnen slechts geldig beraadslagen en beslissen op voorwaarde dat :

1. de voorzitter (of zijn plaatsvervanger) aanwezig is;
2. de meerderheid der leden aanwezig is;
3. de leden die behoren tot de officiële onderwijsinrichtingen en tot de vrije onderwijsinrichtingen in gelijk aantal aanwezig zijn.

Art. 7. De commissie of afdelingen beraadslagen en beslissen met gesloten deuren.

Ze beraadslagen over het geheel van het examen dat door iedere kandidaat werd afgelegd.

Ze kunnen beraadslagen over elke vraag die door de voorzitter of door een lid wordt gesteld.

Art. 8. De beslissingen worden genomen bij meerderheid van stemmen van de aanwezige leden.

Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend.

Art. 9. Geen enkel lid van de examencommissie mag onderwerpen, de examens beoordelen of deelnemen aan de beraadslagingen, indien de kandidaat een echtgenoot is of een bloedverwant tot en met de vierde graad.

Art. 10. Indien de bepalingen van artikel 26 van toepassing zijn op de voorzitter, wordt hij vervangen door zijn plaatsvervanger. Indien deze ook niet mag zetelen dient een andere voorzitter aangesteld.

Art. 11. De volgorde van het examen wordt vastgelegd :

- a) schriftelijk;
- b) mondeling : conversatieproef; didactische proef (voor de klas).

HOOFDSTUK II

Specifieke verrichtingen van de examencommissie

Art. 12. Per afdeling worden de opgaven bepaald voor de schriftelijke en de conversatieproeven.

Minstens twee dagen vóór de zitting, wordt de opgavenlijst door de secretaris van de examencommissie op het vereiste aantal exemplaren gedrukt.

Deze exemplaren worden onder verzegelde omslag bewaard. De titel van de te beluisteren tekst wordt op de dag zelf van het examen uit de opgaven getrokken.

Art. 13. De duur van elk van de schriftelijke of mondelinge examengedeeltes evenals het maximumaantal punten worden toegekend overeenkomstig de criteria vermeld in de artikelen 6, 8 en 10 van het ministerieel besluit van 21 september 1971.

Art. 14. Na afloop van elke zitting en in afwachting van de beoordeling, worden de werken van de kandidaten door de secretaris van de examencommissie onder verzegelde omslag bewaard.

Art. 15. Alvorens de examenwerken aan de commissieleden die met de beoordeling zijn belast, te overhandigen, vergewist de secretaris zich ervan dat die werken volkomen in orde zijn, inzonderheid in opzicht van de anonimiteit.

Art. 16. De kandidaten die tijd te kort kwamen om een gedeelte in het net te schrijven kunnen naar hun kladschrift verwijzen. De examinatoren kunnen hiermee rekening houden, maar dan uitsluitend wat betreft het niet overgeschreven gedeelte.

Art. 17. Zijn geslaagd voor een van de bovenvermelde examens de kandidaten, die voor elk gedeelte van de proef ten minste 50 pct. van de punten behalen, die bij de beoordeling van de taalbeheersing 50 pct. van de punten behalen en die bovendien over het geheel van het examen 60 pct. van de punten behalen. De taalbeheersing wordt afzonderlijk gekwoteerd op de globaliteit van alle examengedeeltes. Deliberatie over gezakte kandidaten blijft mogelijk. Een niet-geslaagde kandidaat kan zich steeds bij een volgende zitting aanbieden.

Art. 18. Het onderwerp van de les dat door de examencommissie wordt opgelegd zal minstens 48 uur vóór de proef aan de kandidaten worden medegedeeld.

Per afdeling worden de beoordelingscijfers voor de didactische proef per halve dag vastgelegd.

Art. 19. Les récipiendaires sont convoqués aux épreuves orales dans l'ordre arrêté par le président de la section de la commission d'examen, qui, au besoin, procède à cet effet à un tirage au sort.

De l'accord du président, l'ordre ainsi arrêté peut être modifié conformément à un arrangement intervenu entre les récipiendaires.

Art. 20. Les examinateurs notent leurs cotes en regard du numéro d'ordre de l'épreuve corrigée, sur une liste qui leur a été communiquée à cette fin. Ils ne peuvent se communiquer leurs listes de cotes.

Art. 21. Dès la cotation définitive de toutes les copies, les résultats sont notés sur les feuilles d'examen. Il est procédé ensuite à l'ouverture des enveloppes attachées à ces feuilles et il est pris note du nom des récipiendaires auxquels les cotes se rapportent.

Art. 22. Les listes de cotation sont signées par les examinateurs. Elles sont remises au président, qui apprécie s'il y a lieu de procéder à une délibération. Dans ce cas, il fait lui-même fonction de correcteur.

Dès qu'il est en possession des cotes définitives, le président de la section fait dresser le procès-verbal de l'ensemble de l'examen.

Les récipiendaires qui ont réussi l'examen et ceux qui ont échoué sont classés en groupes distincts et par ordre alphabétique dans ce procès-verbal.

CHAPITRE III

La discipline au cours des séances d'examen

Art. 23. Les récipiendaires qui se présentent à une épreuve écrite sont répartis par table.

Art. 24. Une surveillance est exercée sur chaque rangée de tables par un membre du personnel, désigné à cette fin par l'Administration du Département de l'Education nationale et de la Culture néerlandaise.

Les surveillants veillent au maintien de l'ordre et du silence dans leur section; ils s'efforcent de déceler et d'empêcher toutes tentatives de fraude. Ils évitent toute conversation soit avec d'autres surveillants, soit avec les récipiendaires. Il leur est interdit de rester longtemps auprès d'un des récipiendaires.

Les surveillants veillent en particulier à ce que tous les documents mis à la disposition des récipiendaires soient collectés et remis au secrétaire de la commission d'examen, dès que les récipiendaires ont terminé l'épreuve.

Art. 25. Chaque récipiendaire trouve à sa place des feuilles d'examen auxquelles est attachée une enveloppe dépliée. Dans l'enveloppe, il écrit très lisiblement ses nom et prénoms et son adresse; au bas de ces mentions, il place sa signature. Le surveillant compare les mentions et la signature avec celles qui figurent sur la carte d'identité du récipiendaire. L'enveloppe est fermée en présence du surveillant et munie du sceau du Ministère de l'Education nationale et de la Culture néerlandaise.

Art. 26. Les récipiendaires ne peuvent utiliser que les feuilles de papier qui leur sont fournies par le Ministère de l'Education nationale et de la Culture néerlandaise. Les récipiendaires qui détiennent des notes ou des manuels, doivent les déposer à l'endroit qui leur est indiqué par le secrétaire de la section de la commission d'examen.

Art. 27. Les surveillants ne peuvent fournir aucune explication aux récipiendaires. Ceux-ci doivent adresser leurs demandes de renseignements au secrétaire de la commission d'examen.

Art. 28. Tout récipiendaire qui trouble l'ordre, soit par des paroles, soit de toute autre manière, qui est pris sur le fait en commettant une fraude ou tentative de fraude, est expulsé sur le champ de la salle d'examen.

Art. 29. Les récipiendaires ne peuvent quitter la salle d'examen qu'une heure après l'ouverture de la séance. A partir de ce moment, plus aucun récipiendaire ne peut être admis à la salle d'examen et participer à l'examen.

Art. 19. Voor de mondelinge examens worden de kandidaten opgeroepen in de volgorde bepaald door de voorzitter van de afdeling van de examencommissie die, zo nodig, het lot laat beslissen.

De aldus vastgestelde volgorde mag ingevolge een overeenkomst tussen de kandidaten worden gewijzigd, mits de voorzitter toestemt.

Art. 20. De examinatoren tekenen hun beoordelingscijfer aan naast het volgnummer van het beoordeelde werk, op een lijst die hun daartoe wordt ter hand gesteld. Zij mogen hun beoordelingslijsten aan elkander niet mededelen.

Art. 21. Zodra alle examenwerken definitief beoordeeld zijn, worden de uitslagen op de examenschriften overgebracht. De aan die examenschriften gehechte omslagen worden dan open-gemaakt en aantekening wordt genomen van de naam der kandidaten waarop de beoordelingscijfers betrekking hebben.

Art. 22. De beoordelingslijsten worden door de examinatoren ondertekend. Zij worden overgemaakt aan de voorzitter, die oordeelt of deliberatie nodig is. In dit geval treedt hij zelf op als corrector.

Wanneer de voorzitter van de afdeling in het bezit is van de definitieve beoordelingscijfers, laat hij het proces-verbaal van het gehele examen opmaken.

In dat proces-verbaal worden de geslaagde en de niet-geslaagde kandidaten, in afzonderlijke groepen, alfabetisch gerangschikt.

HOOFDSTUK III

Tucht op de zittingen

Art. 23. De kandidaten die zich op de zitting van een schriftelijk examen aanbieden, worden per tafel ingedeeld.

Art. 24. Op elke reeks tafels wordt toezicht gehouden door een personeelslid dat daartoe door de Administratie van het Departement van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur is aangesteld.

De toezichters handhaven de orde en de stilte in hun afdeling; zij beijveren zich om de pogingen tot bedrog op te sporen en te beletten. Zij vermijden elk gesprek, hetzij met andere toezichters, hetzij met de kandidaten. Het is hun verboden zich langdurig bij een van de kandidaten op te houden.

De toezichters hebben er in het bijzonder voor te zorgen dat, wanneer de kandidaten hun werk hebben geëindigd, al de hun overhandigde bescheiden verzameld en aan de secretaris van de afdeling der examencommissie bezorgd worden.

Art. 25. Elke kandidaat vindt op zijn plaats een examenschrift waaraan een omslag met losse vouwen is gehecht. In de omslag schrijft hij zeer leesbaar zijn naam, voornamen en adres; daaronder plaatst hij zijn handtekening. De toezichter vergelijkt de vermeldingen en de handtekening met die welke voorkomen op de identiteitskaart van de kandidaat. De omslag wordt in bijzijn van de toezichter gesloten en voorzien van de stempel van het Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur.

Art. 26. De kandidaten mogen slechts gebruik maken van het papier dat door het Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur wordt geleverd. Kandidaten die aantekeningen of boeken bij zich hebben, moeten ze neerleggen op de door de secretaris van de afdeling van de examencommissie daartoe aangewezen plaats.

Art. 27. De toezichters mogen geen ophelderingen aan de kandidaten verstrekken. Dezen moeten zich met hun vragen om inlichtingen tot de secretaris van de afdeling van de examencommissie wenden.

Art. 28. Elke kandidaat die de orde stoort, hetzij door woorden, hetzij op elke andere wijze, elke kandidaat die betrapt wordt op bedrog of poging tot bedrog, wordt onmiddellijk uit de examenzaal verwijderd.

Art. 29. De kandidaten mogen de examenzaal slechts één uur na de opening van de zitting verlaten. Van dat ogenblik af mag geen kandidaat nog in de examenzaal toegelaten worden en aan het examen deelnemen.

Art. 30. Il est exercé une surveillance sur les récipiendaires qui quittent la salle d'examen. Aucun récipiendaire ne peut quitter la salle sans avoir remis au secrétaire de la section de la commission d'examen ses feuillets d'examen, de même que le brouillon et tous autres documents qu'il aurait reçus. Ces documents font l'objet d'un rapide contrôle séance tenante.

CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 31. Tous les cas non prévus dans le présent règlement d'ordre intérieur doivent être délibérés au cours d'une réunion générale de la commission d'examen, avant d'être repris au règlement d'ordre intérieur.

Art. 32. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 28 juin 1972.

Le Ministre de l'Education nationale,

W. CLAES

Le Ministre de la Culture néerlandaise,

F. VAN MECHELEN

Art. 30. Toezicht wordt gehouden op de kandidaten die de zaal verlaten. Geen kandidaat mag de zaal verlaten vooraleer zijn examenschrift, alsmede zijn kladschrift en alle bijkomende stukken die hij ontvangen had, aan de secretaris van de afdeling van de examencommissie te hebben overhandigd. Die bescheiden worden op staande voet vluchtig nagezien.

HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Art. 31. Alle niet in dit huishoudelijk reglement voorziene gevallen dienen in een algemene vergadering van de examencommissie behandeld, alvorens zij in het huishoudelijk reglement worden ingeschreven.

Art. 32. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 28 juni 1972.

De Minister van Nationale Opvoeding,

De Minister van Nederlandse Cultuur,

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

Ordres nationaux. — Nominations

Par arrêtés royaux du 28 août 1972, ont été nommés à cette date :

Ordre de Léopold

Chevalier

M. Foliën, Constant, Koekelberg.

Il portera la décoration civile;

Ordre de la Couronne

Chevalier

MM. :

Colart, Henri, Auderghem;

Jacquemin, Gaston, Strombeek-Bever;

Michel, René, Bruxelles;

Muhlinghaus, Charles, Berchem-Sainte-Agathe;

Tinel, Pierre, Uccle;

Van Nechel, Roger, Etterbeek;

Ordre de Léopold II

Officier

M. Vandewinckel, Jacques, Woluwe-Saint-Pierre.

Conseil national de la coopération Commission des coopératives de consommation. — Nominations

Par arrêté royal du 9 octobre 1972 :

M. Becquevort, Marcel, à Uccle, membre suppléant de la Commission des coopératives de consommation, est nommé membre effectif de cette Commission, en remplacement de M. Derbaix, Roch-Marcel, décédé, dont il achèvera le mandat;

M. Halleux, François, à Magnée, est nommé membre suppléant de la Commission des coopératives de consommation, en remplacement de M. Becquevort, Marcel, dont il achèvera le mandat.

Conseil professionnel du métal. — Démission. — Nomination

Par arrêté royal du 9 octobre 1972 :

M. Javaux, René, à Wemmel, est déchargé, à sa demande, de ses fonctions de membre effectif du Conseil professionnel du métal;

M. Doyen, Jean, à Gilly, est nommé membre effectif du Conseil professionnel du métal, en remplacement de M. Javaux, René, dont il achèvera le mandat.

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

Nationale Orden. — Benoemingen

Bij koninklijke besluiten van 28 augustus 1972 werden, met ingang van deze datum benoemd :

Leopoldsorde

Ridder

De heer Foliën, Constant, Koekelberg.

Hij zal het burgerlijk eretecken dragen;

Kroonorde

Ridder

De heren :

Colart, Henri, Oudergem;

Jacquemin, Gaston, Strombeek-Bever;

Michel, René, Brussel;

Muhlinghaus, Charles, Sint-Agatha-Berchem;

Tinel, Pierre, Ukkel;

Van Nechel, Roger, Etterbeek;

Orde van Léopold II

Officier

De heer Vandewinckel, Jacques, Sint-Pieters-Woluwe.

Nationale Raad voor de coöperatie Commissie der verbruiksoöperaties. — Benoemingen

Bij koninklijk besluit van 9 oktober 1972 :

wordt de heer Becquevort, Marcel, te Ukkel, plaatsvervangend lid van de Commissie der verbruiksoöperaties, benoemd tot vast lid van deze Commissie, ter vervanging van de heer Derbaix, Roch-Marcel, overleden, van wie hij het mandaat zal voleindigen;

wordt de heer Halleux, François, te Magnée, tot plaatsvervangend lid van de Commissie der verbruiksoöperaties benoemd, ter vervanging van de heer Becquevort, Marcel, van wie hij het mandaat zal voleindigen.

Bedrijfsraad voor het metaal. — Ontslag. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 9 oktober 1972 :

wordt aan de heer Javaux, René, te Wemmel, op zijn verzoek, ontslag verleend uit zijn functies van werkend lid van de Bedrijfsraad voor het metaal;

wordt de heer Doyen, Jean, te Gilly, benoemd tot werkend lid van de Bedrijfsraad voor het metaal, ter vervanging van de heer Javaux, René, van wie hij het mandaat zal beëindigen.